Ministère Délégué auprès du Chef
du Gouvernement Chargé des Relations
avec le Parlement et la Société Civile

أكاديمية المملكة المغربية
Académie du Royaume du Maroc
ⵜⴰⴳⴰⵍⵉⵜ ⵏ ⵜⴳⵍⴷⵉⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵉⴱ

Colloque international

L'Evolution Constitutionnelle au Maroc :

Origines historiques, manifestations actuelles et défis futurs

Rabat 10 - 11 juillet 2018

Ministère Délégué auprès du Chef
du Gouvernement Chargé des Relations
avec le Parlement et la Société Civile

أكاديمية المملكة المغربية
Académie du Royaume du Maroc
ⵜⴰⴳⴰⴷⵉⵎⵢⵜ ⵏ ⵜⴳⵍⴷⵉⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵉⴱ

Colloque international

L'Evolution Constitutionnelle au Maroc :

Origines historiques, manifestations actuelles et défis futurs

Rabat 10 - 11 juillet 2018

Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu le Glorifie

ZOUZAF Mohamed

Peinture sur peau - 2011

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية

Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

Note de présentation

L'Evolution Constitutionnelle au Maroc : Origines historiques, manifestations actuelles et défis futurs

La première Constitution moderne du Maroc fut proposée le 14 Décembre 1962. En ce moment, l'Etat marocain expérimentait la gouvernance fondée sur une longue tradition ancestrale, projetait l'élaboration d'une constitution respectant les exigences d'une réalité renouvelée. Tenant compte des évolutions politiques, sociales et culturelles de la société marocaine, l'Etat a poursuivi son évolution constitutionnelle à travers des réformes successives, pour adopter, des Constitutions structurées, évolutives, dont le couronnement est l'actuelle Constitution du 29 Janvier 2011.

En effet, au cours de ces différentes périodes de révision, le parcours constitutionnel du Royaume a toujours été considéré, de par son esprit et sa mise en place, comme révélateur d'une culture riche et d'un capital historique capable d'engager avec succès les transformations modernes souhaitées. Ainsi, ces étapes liées à la formation de l'Etat, l'ancrage de ses bases, ses manifestations modernes relatives aux orientations enregistrées dans toute la production constitutionnelle soulignent la volonté juridique et politique de faire evoluer l'Etat marocain du traditionnel au moderne.

Cet itinéraire constitutionnel de l'Etat marocain, fort de textes de loi, de choix et de expériences modernes entrepris, mérite de faire l'objet d'études scientifiques qui s'appuient sur de multiples et importantes recherches afin d'ouvrir la voie à une pensée académique, comparative, englobant l'évolution des étapes institutionnelles de l'Etat et procédant à l'examen de ses statuts modernes à la lumière des facteurs contribuant à son développement et à ses mutations. Tout en précisant ses spécificités, ses constantes et ses variables, cette évolution constitutionnelle au Maroc préserve les acquis essentiels qui lui permettent d'interagir avec son environnement national et international dans le cadre d'une unité qui n'exclut ni la diversité, ni la pluralité politique, culturelle et linguistique.

L'édification d'un Etat moderne au Maroc résulte de la dynamique et de l'ambition de la société moderne. Elle est donc étroitement liée au développement de l'expertise

constitutionnelle et politique. Cela implique des constantes telles que la prise de conscience démocratique et créatrice, la préservation des valeurs à dimension universelles, les choix unanimement et consensuellement retenus, qu'il s'agisse de l'identité marocaine riche par sa diversité et la pérennité de ses ressources, du rôle de l'Islam comme facteur de cohésion, de la centralité du régime monarchique et de la garantie des droits et des libertés individuels.

Durant plus de neuf mandats législatifs, la séparation des pouvoirs et la promotion de la magistrature vers un statut d'autonomie, la consolidation des fondements représentatifs de la démocratie illustrent un travail légiférant qui a transformé les choix en lois et en Institutions publiques et a renforcé les bases des Institutions de bonne gouvernance, de l'affirmation de la décentralisation, de la régionalisation, par la reconnaissance de la société civile et de la démocratie participative.

Afin d'analyser les aspects, les dimensions et les manifestations modernes de ces éléments dans le cadre de leur évolution historique et d'envisager les défis futurs qui en découlent, l'Académie du Royaume du Maroc organise en partenariat avec le Ministère Délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé des Relations avec le Parlement et la Société Civile, un colloque international sur le thème : « L'Evolution Constitutionnelle au Maroc : Origines historiques, manifestations actuelles et défis futurs ». Déterminer cette évolution, étudier ses origines, interroger ses fondements, ses orientations, ses Institutions et ses instruments sont les points forts à débattre dans cette rencontre:

1- Fondements et évolution des structures de l'Etat marocain.
2- Représentations des élites de la réforme constitutionnelle à partir des projets de documents et de textes ayant un caractère constitutionnel.
3- Identité marocaine et singularité de ses composantes et de ses affluents.
4- Monarchie et édification constitutionnelle moderne.
5- Démocratie représentative et participative.
6- Magistrature et protection des droits et libertés.
7- Régionalisation et décentralisation.

Ce colloque vise à approfondir la recherche à travers ces axes, selon une méthodologie comparative qui permettra de montrer les spécificités du système constitutionnel du Royaume du Maroc, de révéler les raisons de sa persévérance et d'identifier les potentialités des capacités de son renouveau et de sa modernisation.

Mohamed AZOUZI
Technique mixte sur toile

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية
Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

Programme

Mardi 10 juillet 2018

Séance d'ouverture **Présidente de séance, Rahma Bourqia** Membre de l'Académie du Royaume du Maroc, Directrice des séances	
9:00	• Allocution de **M. Abdeljalil LAHJOMRI** : Secrétaire perpétuel de l'Académie du Royaume du Maroc • Allocution de **M. Mustapha EL KHALFI** : Ministre Délégué auprès du Chef du Gouvernement Chargé des Relations avec le Parlement et la Société Civile, Porte-parole du Gouvernement
Pause	
Séance 1 **Président de séance, Idriss Alaoui Abdellaoui** Membre de l'Académie du Royaume du Maroc	
10:20 - 10:40	**Dialogue entre deux constitutions : 1962-2011** **Mohamed Achargui :** Ancien Président du Conseil Constitutionnel - Maroc
10:40 - 11:00	**Analyse des caractéristiques de la nation et de l'Etat au Maroc** **Charles Saint-Prot :** Directeur général de l'Observatoire d'Etudes Géopolitiques de Paris - France
11:00 - 11:20	**Réflexion préliminaire sur l'évolution constitutionnelle au Maroc : parcours et enjeux** **Abdelilah Fountir Benbrahim :** Directeur général de la Législation et des Etudes Juridiques au Secrétariat Général du Gouvernement - Maroc

11:20 - 11:40	**L'évolution de l'institution gouvernementale à travers les constitutions marocaines** **Mohammed Amine Benabdallah :** Membre du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire - Maroc
11:40 - 12:00	**La pensée constitutionnelle marocaine : Processus et contraintes** **Mohamed Amrani Boukhobza :** Professeur à la Faculté de Droit-Tanger - Maroc
Débat	
Séance 2 **Président de séance, Driss Dahak** Membre de l'Académie du Royaume du Maroc	
15:00 - 15:20	**Les composantes de l'identité nationale dans la constitution marocaine de 2011 et dans le sillage de son évolution constitutionnelle** **Abbas Al-Jirari :** Membre de l'Académie du Royaume du Maroc
15:20 - 15:40	**La notion de la culture dans les constitutions marocaines** **Abdelaziz Jazouli :** Professeur à l'Université Mohammed V Rabat, chargé de mission au Palais Royal - Maroc
15:40 - 16:00	**La monarchie démocratique marocaine face à la république monarchique française** **Frédéric Rouvillois :** Professeur de droit public à l'Université Paris Descartes - France
16:00 - 16:20	**Monarchie constitutionnelle et Choix démocratique : Deux constantes fédératrices de la Nation dans la Constitution marocaine** **Abdelaziz Lamghari Moubarrad :** Professeur Universitaire, chargé de mission au Palais Royal, Président de l'Association marocaine de droit constitutionnel (AMDC) - Maroc
16:20 - 16:40	**L'efficience de la monarchie dans le monde moderne** **Christophe Boutin :** Professeur agrégé de droit public à l'Université de Caen - France
16:40 - 17:00	**Débat**

Mercredi 11 juillet 2018

Séance 3 **Président de séance, Abbas Al-Jirari** Membre de l'Académie du Royaume du Maroc	
09:00 - 09:20	**L'évolution de la justice d'une mission à une autorité dans les constitutions marocaines** **Mohamed Abdennabaoui :** Procureur général du Roi près la Cour de Cassation, Président du parquet général - Maroc
09:20 - 09:40	**Nelson Mandela's role in the making and development of the South African constitution… Lessons to be learnt** **Albie Sachs :** Professeur, ancien Membre de la Cour Constitutionnelle de l'Afrique du Sud
09:40 - 10:00	**Aspects de l'évolution parlementaire au Maroc à la lumière des nouveautés constitutionnelles** **Rachid Medouar :** Professeur de Droit Constitutionnel Mohammedia – Université Hassan II – Casablanca - Maroc
10:00 - 10:20	**L'évolution des questions des droits et libertés dans les constitutions marocaines** **Driss El Yazami :** Président du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) - Maroc
10:20 - 10:40	**Débat**
10:40 - 11:00	**Pause**

11:00 - 11:20	**La justice et la protection des droits et libertés** **Mostafa Faress :** Premier Président de la Cour de Cassation, Président délégué du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Maroc
11:20 - 11:40	**l'évolution de la justice constitutionnelle au Maroc, entre régulation et protection** **Nadia Bernoussi :** Professeur de droit constitutionnel et d'institutions politiques - Maroc
11:40 - 12:00	**La régionalisation avancée et les relations Etat région : une exigence de cohérence** **Michel Rousset :** Professeur et Doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble - France
12:00 - 12:20	**La régionalisation avancée, levier de la gouvernance territoriale : cadre constitutionnel et institutionnel** **Ahmed Bouachik :** Professeur à l'Université Mohammed V Rabat - Maroc
12:20 - 13:00	**Débat** **Séance de clôture**

BENANI Mohamed

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية
Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

Résumés des interventions

- **Charles Saint-Prot : Directeur général de l'Observatoire d'Etudes Géopolitiques de Paris - France**

Titre de la communication : Analyse des caractéristiques de la nation et de l'Etat au Maroc

Résumé : Le Maroc est l'un des plus vieux Etats-Nations du monde. C'est une caractéristique essentielle. Il existe donc une formule institutionnelle marocaine, une sorte de modèle marocain qui est propre au Royaume et s'inscrit dans les lois de la politique marocaine.

- **Mohammed Amine Benabdallah : Membre du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire - Maroc**

Titre de la communication : L'évolution de l'institution gouvernementale à travers les constitutions marocaines

Résumé : Avec la Constitution de 2011, l'institution gouvernementale marocaine a acquis une place à plusieurs égards différents de celle qu'elle avait dans les constitutions précédentes où son statut, avec une modification intervenue lors de la révision de 1992, était demeuré invariablement le même. Responsable devant le Roi et le parlement, son rôle se limitait à assurer l'exécution des lois et à disposer de l'administration.

Aujourd'hui, avec la Constitution promulguée le 29 juillet 2011, de profondes modifications sont apportées à toutes les précédentes dans les domaines les plus variés en se présentant à plusieurs égards comme une nouveauté par rapport au passé.

A l'appui de plusieurs indices, on peut parfaitement avancer que l'on est passé de l'ère constitutionnelle antérieure à 2011 vers une nouvelle ère qui débute avec l'historique discours royal du 9 mars de la même année. Désormais, la vie constitutionnelle marocaine se décompose, toute proportion gardée, en deux phases distinctes.

Quelle est la part d'autonomie d'action que le constituant a accordé à l'institution gouvernementale par rapport à ce qui avait cours sous l'empire des constitutions précédentes et comment s'articulent les règles relatives à l'exercice du pouvoir par les trois pièces essentielles de l'échiquier politique que sont le Roi, le gouvernement et le parlement ?

- **Frédéric Rouvillois : Professeur de droit public à l'Université Paris Descartes – France**

Titre de la communication : La monarchie démocratique marocaine face à la république monarchique française

Résumé : Dès 1962, la doctrine publiciste souligner les ressemblances institutionnelles et constitutionnelles entre le Maroc, composé original de monarchie et de démocratie, et la Ve République française, que son initiateur, le général De Gaulle, n'hésite pas à qualifier lui-même de monarchie républicaine. Depuis, en dépit des changements de constitution au Maroc, et les importantes révisions qu'a connues la constitution de 1958 en France, ces traits caractéristiques subsistent, et le parallèle demeure pertinent, suscitant, en dépit de certaines critiques, un réel consensus dans l'opinion.

- **Abdelaziz Lamghari Moubarrad : Professeur Universitaire, chargé de mission au Palais Royal, Président de l'Association marocaine de droit constitutionnel (AMDC) - Maroc**

Titre de la communication : Monarchie constitutionnelle et Choix démocratique : Deux constantes fédératrices de la Nation dans la Constitution marocaine

Résumé : Le « choix démocratique » fait son entrée dans la liste des «constantes fédératrices » de la Nation, qui deviennent ainsi selon le 3ème alinéa de l'article 1 de la Constitution de 2011 : « la religion musulmane modérée, l'unité nationale aux affluences multiples, la monarchie constitutionnelle et le choix démocratique». Le cheminement qui a donné lieu depuis l'indépendance à cette insertion, sous l'impulsion et la régulation Royales, est celui de l'idée de démocratie et de construction démocratique, jusqu'au moment central de la consécration constitutionnelle de la nouvelle constante.

En effet, l'idée directrice qui sous-tend le thème de la présente contribution est la centralité et le caractère incontournable de la Monarchie dans l'évolution constitutionnelle du Maroc en général, et de son évolution démocratique en particulier. Il y a eu, tout d'abord, une véritable genèse de l'ajustement entre légitimité monarchique

et légitimité démocratique, suivie d'une véritable volonté Royale de conclure au profit du choix démocratique en tant que constante irréversible dans l'actuelle Constitution marocaine. Au terme de ce parcours, ayant constamment fait place au rôle des partis politiques et aux forces représentatives de la Nation en général, le discours Royal du 9 mars 2011 constitue la référence et la matrice de base. La Constitution de 2011, résultat tangible de ce discours en phase avec les aspirations du mouvement socio-politique, permet d'éclairer la relation Roi et Choix démocratique de deux manières :

- En premier lieu, à travers le contenu de cette Constitution. Les changements introduits dans celle-ci renforcent les institutions de la légitimité démocratique en tant que co-pilote de l'ordre constitutionnel et politique, aux côtés de la Monarchie. C'est la consécration d'un diptyque constitutionnel qui n'existait, au fond, qu'en pointillé dans les Constitutions précédentes.

  En deuxième lieu, à travers la mise en œuvre du contenu de la Constitution. Dans le sillage de celle-ci, le diptyque en question donne lieu en se déployant à un rapport d'équilibre : les institutions de la légitimité démocratique vaquent à leurs fonctions, à charge pour le Roi de veiller- ce qui est effectif et constatable - par les actes et les orientations appropriées, à la mise en œuvre de ses fonctions constitutionnelles de régulation et d'arbitrage.

  C'est au prix de cet équilibre que le choix démocratique peut mériter le statut de constante fédératrice constitutionnelle de la Nation, au sein d'un système monarchique historique.

- **Christophe Boutin : Professeur agrégé de droit public à l'Université de Caen - France**

Titre de la communication : L'efficience de la monarchie dans le monde moderne

Résumé : Intégrée dans un cadre constitutionnel moderne, l'institution monarchique

reste un remarquable facteur de stabilité des États. Il en est ainsi, à plus forte raison, de la monarchie marocaine, à cause de ses caractéristiques historique et culturelle propres. Les différentes fonctions du souverain lui permettent en effet de jouer un rôle efficient face aux diverses crises que peut traverser l'État. Elles lui permettent aussi de promouvoir des visions à long terme dans les domaines des politiques nationale et internationale.

- **Albie Sachs : Professeur, ancien Membre de la Cour Constitutionnelle de l'Afrique du Sud**

Titre de la communication : Nelson Mandela's role in the making and development of the South African constitution… Lessons to be learnt

Résumé : The story of Nelson Mandela being imprisoned for 27 years for taking up arms to resist apartheid and then emerging from jail without bitterness to become the first democratically elected President of South Africa, is well known. Professor Albie Sachs, his political comrade whom he later appointed as a founder member of the country's Constitutional Court, will tell the lesser known story of Mandela the lawyer who played a key leadership role in the processes that led to the country's negotiated transition from being a racial autocracy to becoming a united country with one of the most advanced constitutions in the world.

- **Nadia Bernoussi : Professeur de droit constitutionnel et d'institutions politiques - Maroc**

Titre de la communication : L'évolution de la justice constitutionnelle au Maroc, entre régulation et protection

Résumé : L'histoire de la justice constitutionnelle au Maroc est à la fois longue et sans embûches. Elle a intégré le champ institutionnel marocain de manière discrète et graduelle. Déjà le projet de Constitution marocaine de 1908 prévoyait un contrôle politique des lois exercé par le Conseil des notables et la Constitution de 1962 avait, par souci d'«économie institutionnelle», prévu une Chambre constitutionnelle au sein même de la Cour suprême. Cette dernière contrôlait la constitutionnalité des

lois organiques et des règlements intérieurs des chambres, veillait à la répartition normative entre le domaine de la loi et du règlement et gérait le contentieux électoral. Il ne lui manquait que le contrôle de la loi ordinaire pour rentrer dans le cercle des Etats disposant d'une véritable justice constitutionnelle. Ce pas sera franchi lors de la révision constitutionnelle de 1992 qui créera un Conseil constitutionnel, juridiction indépendante, située à l'extérieur du pouvoir judiciaire, gardant les compétences qui incombaient à la Chambre constitutionnelle mais en y greffant le contrôle de constitutionnalité de la loi ordinaire, attribution cardinale de toute justice constitutionnelle. Pour autant, le juge des lois sera paradoxalement peu sollicité, ce qui peut expliquer l'insuffisance de la jurisprudence en la matière.

La Constitution du 29 juillet 2011 qui œuvre à la « construction d'un Etat de droit démocratique » ne manquera pas de réinterroger le concept de justice constitutionnelle en apportant des innovations dans le domaine du statut, des compétences et de la procédure. Sur ce dernier point, l'apport significatif de la nouvelle loi fondamentale aura été d'adopter l'exception d'inconstitutionnalité en ouvrant ainsi le prétoire au justiciable.

Cette innovation fondatrice impactera sans aucun doute le visage de la justice constitutionnelle en faisant passer ses missions de la régulation des pouvoirs publics à la protection des droits fondamentaux.

- **Michel Rousset : Professeur et Doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble - France**

Titre de la communication : La régionalisation avancée et les relations Etat-Région : une exigence de cohérence

Résumé : L'histoire de la régionalisation au Maroc montre que celle ci est étroitement liée à celle de l'aménagement du territoire et cela concerne naturellement la régionalisation avancée qui doit avoir un rôle pilote du développement régional. Sans doute le statut de la région, collectivité territoriale, repose sur le principe constitutionnel de libre administration ; mais son rôle doit se combiner avec celui qu'assume l'Etat à l'égard du territoire national dont la

région est une partie. C'est pourquoi les textes, constitution et loi organique, ont prévu divers mécanismes juridiques et administratifs pour assurer la cohérence de leurs actions respectives en ce qui concerne l'élaboration des plans de développement et les schémas régionaux d'aménagement du territoire.

Si le contrôle administratif de ces documents est l'un des moyens d'assurer cette cohérence, c'est toutefois en amont de leur élaboration que doit être pratiquée une gestion concertée de leur territoire par les représentants de l'Etat et ceux de la région assurant l'harmonisation de leur action.

La déconcentration est à cet égard un impératif permettant au Wali d'assurer une double mission: -veiller à la cohérence de l'action des administrations spécialisées de l'Etat dans la région -Assister le président de la région ans l'exercice de ses compétences en matière de développement et d'aménagement du territoire régional .

Dans ce contexte il doit s'établir une véritable coopération institutionnelle entre Etat et Région qui sont désormais des partenaires. Leur collaboration peut d'ailleurs déboucher sur des relations conventionnelles et des engagements éventuellement formalisé en de véritables contrats.

Cette démarche nouvelle doit aboutir à la construction d'une véritable démocratie territoriale. Mais il est souhaitable que la mise en œuvre de cette réforme ambitieuse soit suivie par une instance nationale "chargé du pilotage stratégique de la régionalisation et de son suivi-évaluation" comme le suggère l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de 2016.

Mohammed BENNANI
Acrylique sur toile

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية
Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

• أحمد بوعشيق : أستاذ بجامعة محمد الخامس الرباط – المغرب

عنوان المداخلة : الجهوية المتقدمة رافعة للحكامة الترابية الجيدة : الإطار الدستوري والمؤسساتي

الملخص : إن الهدف من الانتقال من الجهوية الناشئة التي وضع أسسها القانون رقم 47/96 الصادر في 2 أبريل 1997، إلى الجهوية المتقدمة ذات الجوهر الديمقراطي والبعد الاقتصادي هو الارتقاء بالجهة كوحدة ترابية مستقلة تتوفر على اختصاصات وافرة وتتمتع بسلطات تقريرية كفيلة لرفع التحديات التنموية التي حدد أهدافها الخطاب الملكي لـ 3 يناير 2010، والتي ترجمها التصور العام للجنة الاستشارية للجهوية، والتي كرسها دستور 2011 في بابه التاسع وتم أخيرا تنزيلها في القوانين التنظيمية المتعلقة بالجماعات الترابية الصادرة في يوليوز 2015.

تعتبر الجهوية المتقدمة، سياسة عمومية ترابية جديدة، رافعة لتجسيد الحكامة الترابية لأنها ترتكز على المبادئ الجيدة للتدبير العمومي، كما تنطوي على آليات لتفعيل الديمقراطية المواطنة والتنمية الاقتصادية المندمجة والمستدامة.

رغم مرتكزات الفعالية والنجاعة التي تتسم بها الحكامة الترابية الجيدة ورغم الطابع الشمولي والمتكامل للسياسة الجهوية الحديثة، فإن بعض الإكراهات القانونية والمؤسساتية اللصيقة بالهندسة الترابية الحالية باتت تؤثر على مردودية وجاذبية الفضاء الترابي الجهوي.

• مصطفى فارس : رئيس محكمة النقض - الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية - المغرب

عنوان المداخلة : القضاء وحماية الحقوق والحريات

الملخص : لقد أفرد تاريخ المغرب العريق، مكانة هامة محورية للسلطة القضائية في ترسيخ وحدة البلاد والحفاظ على مقوماتها وتكريس قيمها المتجسدة في الحرية والمواطنة والمساواة والمسؤولية. واليوم نحن أمام مشروع مجتمعي يقوده جلالة الملك محمد السادس نصره الله، مرتكز في العديد من خياراته على وجود سلطة قضائية مستقلة بكل دلالتها الرمزية والواقعية وأبعادها الدستورية والتنظيمية والإدارية والمالية، سلطة قضائية تستهدف التطبيق العادل للقانون وحماية الحقوق والحريات وضمان الأمن القضائي. إذن هي رسالة القضاء عبر التاريخ التي يجب التأصيل لها والبحث في أسسها المغربية الأصلية ورصد أهم تجلياتها المعاصرة واستنطاق أهم شواهدها من أجل استشراف أفاقها المستقبلية في ظل مجتمع العولمة والتكنولوجيا والقيم العابرة للحدود والتحديات المجتمعية والاقتصادية الكبرى.

• إدريس اليزمي : رئيس المجلس الوطني لحقوق الانسان – المغرب

عنوان المداخلة : تطور حضور قضايا الحقوق والحريات في الدساتير المغربية

الملخص : تعالج هذه المداخلة تطور اهتمام المشرع الدستوري المغربي بقضايا الحقوق والحريات، باستقراء المتن الدستوري منذ 1962 إلى غاية 2011، واستحضار السياقات السياسية والظرفية الوطنية والدولية التي استدعت دسترة بعض الحقوق الأساسية، سواء في إطار التجاوب مع مطالب وحركية القوى الفاعلة بالمجتمع، أو التفاعل مع التحولات الدولية وتطور المنظومة الدولية لحقوق الإنسان، والممارسة الاتفاقية لبلادنا.

كما تقف المداخلة عند التحول الأساسي الذي شهدته بلادنا مع اعتماد دستور 2011، باعتباره «دستور حقوق الإنسان بامتياز»، لا من حيث العدد الوافي للمقتضيات ذات الصلة بحقوق الإنسان (ما يفوق 60 مقتضى)، ولا من حيث الفلسفة العامة التي تحكمت في صياغته، وكذا المسار التشاوري الواسع الذي سبق عملية التصويت، فضلا عن الورش التشريعي المفتوح و المكمل للدستور الذي يكرس بشكل أقوى حقوق الإنسان في المنظومة التشريعية الوطنية، سواء في بالنسبة للحقوق المدنية والسياسية أو الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية وكذا إقرار المساواة التامة بين الجنسين وعدم التمييز والحقوق الفئوية...الخ.

المحور الأول : تعديلات دستورية ترمي في مجملها إلى تقوية مكانة البرلمان في النظام السياسي؛

والمحور الثاني : تعديلات دستورية تسير في اتجاه التخفيف من القيود الموضوعة على العمل البرلماني في ضوء فلسفة «العقلنة البرلمانية»؛

والمحور الثالث : تعديلات دستورية تعيد ترتيب توزيع الأدوار والصلاحيات بين مجلسي البرلمان، وتضع نظاما جديدا للثنائية البرلمانية يتبوأ فيه مجلس النواب مكانة الصدارة.

• رشيد المدور : أستاذ القانون الدستوري بالمحمدية – جامعة الحسن الثاني – الدار البيضاء – المغرب

عنوان المداخلة : مظاهر التطور البرلماني في المغرب في ضوء مستجدات الدستور

الملخص : يحتل الدستور الذي وافق عليه المغاربة باستفتاء عام بتاريخ فاتح يوليو 2011، وصدر الأمر بتنفيذه بتاريخ 29 يوليو 2011، ضمن التسلسل التاريخي للدساتير السابقة عليه، الترتيب السادس. لكن، بالنظر إلى كونه كان نتيجة أول مراجعة دستورية شاملة أدخلت تعديلات جوهرية إنْ على مستوى طبيعة نظام الحكم في المغرب، أو على مستوى اختصاصات السلطات العامة في الدولة وكذا على العلاقات بينها وحدود كل سلطة، فإنه يعتبر، في الحقيقة، الدستور الثاني للمملكة المغربية، وتبعا لذلك، فلن نكون مبالغين إذا ذهبنا إلى القول: إن دستور 2011 قد أسس، في عهد الملك محمد السادس، للملكية المغربية الثانية.

وقد كان نصيب مؤسسة البرلمان من تلك التعديلات الدستورية الجوهرية نصيبا وافرا، مما كان له الأثر البيِّن على تطور وسائل وأدوات عمل هذه المؤسسة، وسيفتح، ولا ريب، آفاقا واعدة أمام العمل البرلماني في المغرب ستسهم في تطوره وازدهاره، في اتجاه إقرار ممارسة برلمانية جيدة أنموذجية في نادي الديمقراطيات الناشئة.

ومن أجل بيان مظاهر التطور في هذه التجربة البرلمانية المغربية وإحصاء تجليات النبوغ فيها، وبعد دراسة معمقة لمجمل التعديلات الدستورية المتعلقة بالبرلمان، تمكنا من تصنيف تلك التعديلات وتبويبها في ثلاثة محاور أساسية كما يلي:

• عبد العزيز الجزولي : أستاذ بجامعة محمد الخامس-الرباط، مكلف بمهمة في الديوان الملكي- المغرب

عنوان المداخلة : مفهوم الثقافة من خلال مقتضيات الدساتير المغربية

الملخص : يحتم البعد التاريخي للدساتير المغربية - في صيغتها العرفية أو المكتوبة - جردا دقيقا للمصطلحات يعتمد على منهجي القانون الشرعي والوضعي.

ولعل تناول ذلك التطور من منظور البحث عن التصور الثقافي في المحتوى الدستوري - شكلا ومضمونا- ليس بالإشكال الهين.

فتعريف مفهوم الثقافة لم يحظ بالإجماع في علم الأنثروبولوجيا لان ثمة مقاربات متعددة أدت الى استنتاجات متضاربة.

لكن إذا ما اعتمدنا تعريف اليونسكو المؤدي الى اهتمامات عملية ‹لجستيكية› أمكن الوصول لتصورات قانونية بما فيها الدستورية.

فبإمكاننا على هذا الاساس ان نسلك مسلكا منهجيا مقبولا لقراءة المحتوى الثقافي للدساتير المغربية التي يعتبر دستور 2011 نموذجا في هذا الباب.

ولهذه المكانة التي يكتسيها عنصر الدين، فقد رأى العرض أن يفصل القول في المفردات التي تشكله، والتي عبْرها تبرز خصوصيات تدين المغاربة. وكيف وقد أكد دستور 2011 مكانة الصدارة التي يتبوأها الإسلام بين مختلف مقومات الهوية، واعتبر لذلك أن الأمة تستند «في حياتها العامة على ثوابت جامعة تتمثل في الدين الإسلامي السمح».

وهكذا ركز العرض على هذه الثوابت التي تندرج ضمن المفردات المشكلة للدين ؛ وهي كلها تؤكد التوجه السني للمغاربة في مواجهة التوجهات الأخرى التي ظهرت منذ أواخر العهد الراشدي وبدايات الصراع على الخلافة. ويوضح العرض تلك الثوابت فيما يلي:

- العقيدة الأشعرية في التوحيد.
- المذهب المالكي في الفقه.
- التصوف السني في السلوك.
- الإمامة العظمى المتمثلة في «إمارة المومنين».

وختم العرض ببعض الاقتراحات التي تهدف إلى ترسيخ هذه الثوابت في ذهن الأجيال المتعاقبة، حفظاً لها من الوقوع ضحية «الفوضى الهدامة» التي تتستر وطنياً- خلف الدعوة إلى الحريات الفردية، في حين هي تسعى إلى نشر التفرقة والطائفية، كما ترمي عالميا- إلى تدمير عقيدة الشعوب وفكرها، ولا سيما منها الشعوب الإسلامية الغارقة في معاناة التخلف والانهيار والتبعية.

• عباس الجراري : عضو أكاديمية المملكة المغربية

عنوان المداخلة : مكونات الهوية الوطنية في دستور 2011 وفي سياق التطور الدستوري للمغرب

الملخص : يبدأ العرض بتوضيح مفهوم المصطلحات الثلاثة التي ينطلق منها، وهي:

- الهوية باعتبارها هي الذات والشخصية، سواء بالنسبة للفرد أو الجماعة، مع تحديد المكونات التي تشكلها.
- الدستور من حيث هو وثيقة تنظم مقتضيات السلطة في أي بلد، وفق شروط معينة.
- سياق التطور، ويشمل الدساتير السابقة على دستور 2011، بدءاً من 1962. كما يشمل وثائق دستورية أخرى، وأهمها عقود البيعة والمشاريع التي اقتُرحت قبيل دخول الحماية.

بعد ذلك تناول العرض مقومات الهوية المغربية كما أوردها دستور -2011 وهي:

- الوطن في جانبيه الطبعي والبشري، على ما فيهما من تعدد وتنوع، وعلى ما بينهما من ارتباط تجسمه «الوطنية» المتبلورة في التمسك بوحدة المغرب الترابية عبْر استرجاعه لصحرائه.

- اللغة العربية بمختلف روافدها الأمازيغية والحسانية وغيرها، وما أنتجت كلها- من ثقافة وتراث وإبداعات وقيم وتقاليد وأعراف ؛ دون إغفال ما يواجه الوضع اللغوي من مشكلات أحالها الدستور على «المجلس الوطني للغات والثقافة المغربية» الذي قد يرى النور في القريب إن شاء الله.

- الدين بما فيه من شرائع وأحكام لها تأثيرها الروحي من خلال التعبد والتعامل، مما يجليه الفكر والسلوك والعلاقات مع الذات والآخر. والدين هنا هو الإسلام الذي اعتنقه المغاربة باختيار وإجماع قبل زهاء ثلاثة عشر قرنا، والذي يطبع كل المكونات الأخرى للهوية، مما يجعلنا لا نتردد في وصف هويتنا بأنها «إسلامية».

• محمد العمراني بوخبزة : أستاذ التعليم العالي بكلية الحقوق طنجة – المغرب

عنوان المداخلة : **الفكر الدستوري المغربي : مسار ومنعرجات**

الملخص : إن إرهاصات الفكرة الدستورية بالمغرب تحتاج في الواقع إلى دراسات منفصلة ومستقلة لربطها بالسياق التاريخي الذي أسس لولادتها. فمن الشائع أن بداية القرن العشرين ـ مشروع ازنيبر وبنسعيد ـ هي مرحلة بروز فكرة الدستور دون التساؤل عن أسباب الربط بين هذه الفترة ومشروع الدستور ولما لا التساؤل عن المعطيات المتوفرة عن سنوات سابقة برزت خلالها فكرة الدستور وإن كان بشكل محتشم وضمني ـ دستور على باي مثلا ـ

مسار الفكر الدستوري ارتبط كثيرا بمفهوم السلطة بالمغرب وبالتالي شكل موضوع تقسيم وتوزيع السلط أساس الاصلاح والمراجعة الدستوريتين وهو ما شكل أساسا لنوعية القاموس المعتمد في الوثائق الدستورية المتعاقبة. فنوعية المفاهيم والمصطلحات المعتمدة في الدساتير المغربية المتعاقبة توفر لنا معطيات خصبة لقياس موازين القوى بين السلط والفاعلين الأساسيين.

• عبد الإله فونتير بنبراهيم : أستاذ القانون العام بكلية الحقوق
جامعة محمد الخامس، الرباط

عنوان المداخلة : تأملات أولية حول التطور الدستوري بالمغرب : المسار والرهانات

الملخص : عرفت الحياة الدستورية بالمغرب منذ صدور الدستور الأول سنة 1962م إلى الآن تحولات عميقة في بنية النظام السياسي المغربي، من خلال اعتمادها هندسة دستورية مبتكرة ومتجددة لـتأطير عمل مؤسسات الحكم، وتحديد آليات تدبير شؤونه، في ظل دسترة عصرية للأسس التي تقوم عليها الدولة المغربية منذ قرون خلت، وترسيخ الثوابت التي تشكلت من أجل مصادر داعمة لشرعية السلطة، وتثبيت ركائز أساسية متعاقبة من تاريخ المغرب القديم والحديث لتقويتها وضمان استمراريتها.

وإذا كانت هذه الهندسة الدستورية تعكس اليوم ملامح مؤطرة للنظام السياسي الدستوري المغربي، وتمثل معالمه الأساسية وتجلياته البارزة، فإنها في الوقت نفسه تعكس تطورا نوعيا في تاريخ الدولة المغربية عبر مسارات متعاقبة، تحكمت في توجيهه وتأطيره عوامل متداخلة، ساهمت أحيانا في تحقيق درجة وازنة ومتوازنة من الانتقال والتطور والتحديث، وأخفقت أحيانا أخرى في تحقيق ذلك.

وبما أن التطور في أنظمة الحكم هو في المقام الأول صيرورة وضرورة تاريخية في حياة الأمم والشعوب، فإن مساءلة مساراته المختلفة في تاريخ النظام السياسي الدستوري المغربي، واستشراف رهاناته المتعددة، تبدو ضرورة علمية ليس من أجل الرصد والتوصيف التاريخي الذي يعتبر أمرا لازما وضرورة ملحة لمختبرات البحث ومراكز الفكر والتحليل، ولكن كذلك من أجل المساهمة في بلورة رؤية استشرافية ونظرة مستقبلية، من خلال آليات التفكير والتأمل العميق في مسارات هذا التطور، وآفاقه، ورهاناته.

ومن أجل ذلك، فإن هذه المساهمة تروم تقديم تأملات في سياقات هذا التطور ومساراته وأبعاده ورهاناته، علها تلامس بعضا من تلك الملامح، وتكشف بعضا من تلك الأبعاد والرهانات.

• **محمد أشركي : الرئيس السابق للمجلس الدستوري – المغرب**

عنوان المداخلة : حوار بين دستورين : 1962–2011

الملخص : يرمي هذا البحث من خلال حوار افتراضي بين دستوري 1962 و 2011 إلى البرهنة على أن المملكة المغربية لم تشهد في تاريخها الدستوري الحديث سوى دستورين :

- **الدستور التأسيسي الصادر سنة 1962** الذي وإن كانت قد أدخلت عليه أربع مرجعيات في 1970-1972-1992-1996 فإن هذه المرجعيات احتفظت في هويتها وبنياتها ومؤسساتها بنفس الهندسة الدستورية التي أرسى أسسها واختياراتها وتوجهاتها الكبرى دستور 1962

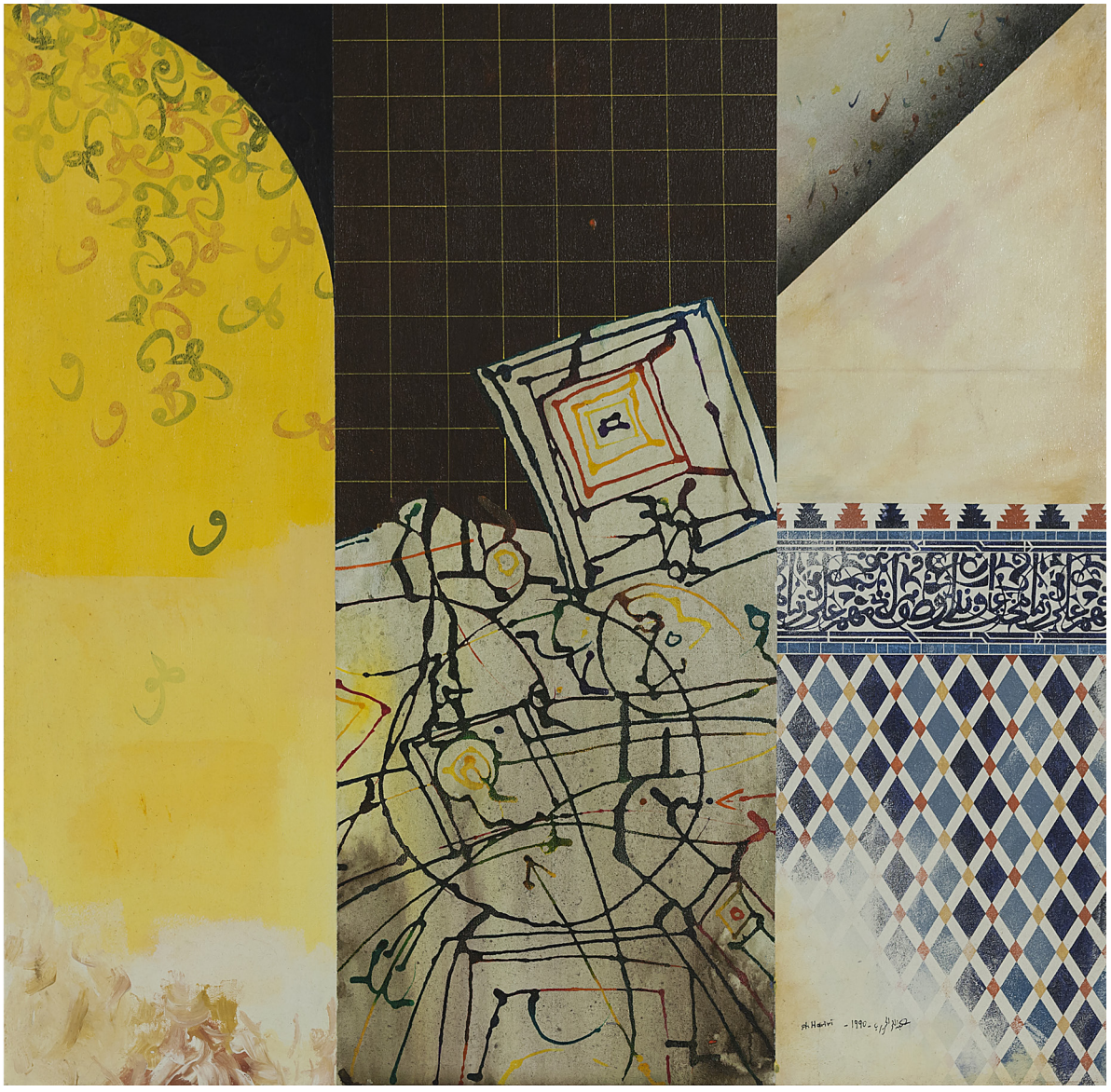
- **الدستور الراهن الصادر في 2011** الذي بحكم المفاهيم الدستورية التي انطوى عليها والتغيرات العميقة التي أدخلت في مجال الحقوق والحريات المواطنات والمواطنين وضماناتها وما يرتبط بذلك من أساليب جديدة لإشراكه في الشأن العام وتجاوزه لتقسيم الثلاثي التقليدي لهياكل الدولة ... ولغته وصياغته المتميزة، يعد هو الدستور الثاني للمملكة.

ملخصات المشاركين

KACIMI Mohamed

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية

Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc



Abdellah HARIRI

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية
Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

11:00 - 11:20	**القضاء وحماية الحقوق والحريات** **مصطفى فارس** : رئيس محكمة النقض - الرئيس المنتدب للمجلس الأعلى للسلطة القضائية - المغرب
11:20 - 11:40	**تطور العدالة الدستورية بالمغرب بين الضبط والحماية** **نادية البرنوصي** : أستاذة القانون الدستوري - المغرب
11:40 - 12:00	**الجهوية المتقدمة وعلاقات الدولة بالجهة : الحاجة إلى التناسق** **ميشيل روسي** : أستاذ وعميد شرفي بكلية القانون بكرونوبل - فرنسا
12:00 - 12:20	**الجهوية المتقدمة رافعة للحكامة الترابية الجيدة: الإطار الدستوري والمؤسساتي** **أحمد بوعشيق** : أستاذ بجامعة محمد الخامس الرباط - المغرب
12:20 - 13:00	**مناقشة** **الجلسة الختامية**

الأربعاء 11 يوليوز 2018

الجلسة العلمية الثالثة برئاسة السيد عباس الجراري	
تطور القضاء من مهمة إلى سلطة في الدساتير المغربية **محمد عبد النباوي** : الوكيل العام للملك، رئيس النيابة العامة - المغرب	09:00 - 09:20
دور نيلسون مانديلا في وضع وتطوير دستور جمهورية جنوب افريقيا **ألبي ساش** : أستاذ وعضو سابق في المحكمة الدستورية لجنوب افريقيا	09:20 - 09:40
مظاهر التطور البرلماني في المغرب في ضوء مستجدات الدستور **رشيد المدور** : أستاذ القانون الدستوري بالمحمدية جامعة الحسن الثاني - الدار البيضاء - المغرب	09:40 - 10:00
تطور حضور قضايا الحقوق والحريات في الدساتير المغربية **إدريس اليزمي** : رئيس المجلس الوطني لحقوق الانسان - المغرب	10:00 - 10:20
مناقشة	10:20 - 10:40
استراحة	10:40 - 11:00

15:40 - 16:00	**الملكية الديمقراطية المغربية والجمهورية الملكية الفرنسية** **فريديريك روفيلوا** : أستاذ القانون العام بجامعة باريس ديكارت فرنسا
16:00 - 16:20	**الملكية الدستورية والخيار الديمقراطي : ثابتان موحدان للأمة في الدستور المغربي** **عبد العزيز لمغاري مبرد** : أستاذ جامعي، مكلف بمهمة بالديوان الملكي، رئيس الجمعية المغربية للقانون الدستوري - المغرب
16:20 - 16:40	**فاعلية الملكية في العالم الحديث** **كريسطوف بوتان** : أستاذ القانون العام جامعة كايين - فرنسا
16:40 - 17:00	**مناقشة**

11:00 - 11:20	**تأملات أولية حول التطور الدستوري بالمغرب : المسار والرهانات** **عبد الإله فونتير بن إبراهيم** : المدير العام للتشريع والدراسات القانونية بالأمانة العامة للحكومة - المغرب
11:20 - 11:40	**تطور المؤسسة الحكومية من خلال الدساتير المغربية** **محمد أمين بنعبد الله** : عضو المجلس الأعلى للسلطة القضائية - المغرب
11:40 - 12:00	**الفكر الدستوري المغربي : مسار ومنعرجات** **محمد العمراني بوخبزة** : أستاذ التعليم العالي بكلية الحقوق طنجة - المغرب
12:00 - 12:20	**مناقشة**
	الجلسة العلمية الثانية **برئاسة السيد إدريس الضحاك** عضو أكاديمية المملكة المغربية
15:00 - 15:20	**مكونات الهوية الوطنية في دستور 2011 وفي سياق التطور الدستوري للمغرب** **عباس الجراري** : عضو أكاديمية المملكة المغربية
15:20 - 15:40	**مفهوم الثقافة من خلال مقتضيات الدساتير المغربية** **عبد العزيز الجزولي** : أستاذ بجامعة محمد الخامس-الرباط، مكلف بمهمة في الديوان الملكي- المغرب

الثلاثاء 10 يوليوز 2018

الجلسة الافتتاحية **برئاسة السيدة رحمة بورقية** عضوة أكاديمية المملكة المغربية، رئيسة الجلسات	
• كلمة السيد **عبد الجليل لحجمري** : أمين السر الدائم لأكاديمية المملكة المغربية • كلمة السيد **مصطفى الخلفي** : الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني، الناطق الرسمي باسم الحكومة	09:00
استراحة	
الجلسة العلمية الأولى **برئاسة السيد إدريس العلوي العبدلاوي** عضو أكاديمية المملكة المغربية	
حوار بين دستورين : 1962-2011 **محمد أشركي** : الرئيس السابق للمجلس الدستوري - المغرب	10:20 - 10:40
تحليل خصائص الأمة والدولة بالمغرب **شارل سانبرو** : المدير العام لمرصد الدراسات الجيوسياسية باريس - فرنسا	10:40 - 11:00

البرنـامج

Chabâa Mohamed

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية

Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

Jose Manuel CANO SANCHEZ

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية
Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

وتجلياتها المعاصرة مع استحضار الرهانات المستقبلية المرتبطة بها، تنظم أكاديمية المملكة المغربية بشراكة مع الوزارة المنتدبة لدى رئيس الحكومة المكلفة بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني، ندوة دولية حول «التطور الدستوري للمغرب : الجذور التاريخية والتجليات الراهنة والرهانات المستقبلية»، وذلك عبر رصد هذا التطور ودراسة جذوره وتحليل أسسه وتوجهاته ومؤسساته وآلياته، من خلال المحاور التالية :

1 - أسس وبنيات الدولة المغربية وتطورها،

2 - تصورات النخب للإصلاح الدستوري من خلال مشاريع الوثائق والنصوص ذات الطابع الدستوري،

3 - الهوية المغربية وتميز مكوناتها وروافدها،

4 - الملكية والبناء الدستوري الحديث،

5 - الديمقراطية التمثيلية والتشاركية،

6 - القضاء وحماية الحقوق والحريات،

7 - الجهوية واللامركزية.

وتسعى هذه الندوة إلى تعميق البحث في هذه المحاور وفق منهـجية مقارنة تتيح استخلاص العناصر المميزة للمنظومة الدستورية للمملكة واستجلاء مقومات ثباتها واستمراريتها وفي الوقت نفسه الوقوف عند مقدرات التجديد والتحديث الكامنة فيها.

الحديثة جدير بأن يكون موضوع دراسات علمية تنطلق من الأبحاث العديدة والوجيهة التي تم إنجازها، قصد فتح المجال لتفكير أكاديمي مقارن يجمع بين تتبع جذور ومراحل المسار المؤسساتي للدولة المغربية وبين تحليل ودراسة أنظمتها الحديثة في ضوء الممارسة الدستورية والعوامل الفاعلة في تطورها وتحولاتها، مع استجلاء وتفسير خصائصها المميزة وثوابتها ومتغيراتها التي حفظت لها مقوماتها الجوهرية ومكنتها من التكيف والتفاعل مع محيطها الوطني والدولي، في إطار من الوحدة دون تغييب للتنوع والتعدد السياسي والثقافي واللغوي.

إن بناء الدولة الحديثة في المغرب كان تعبيرا عن دينامية وطموحات المجتمع المغربي المرتبطة بتطور خبرته الدستورية والسياسية، بما انطوت عليه من استلهام للقيم والمبادئ الانسانية الكبرى، ومن وعي ديمقراطي خلاق، ومن محافظة على ثوابت جامعة واختيارات مجمع عليها سواء تعلق الأمر بالهوية المغربية الموحدة الغنية بتنوع مكوناتها وروافدها، أو بمكانة الإسلام في تلاحمها، أو بمركزية الملكية الدستورية فيها، أو بحماية الحقوق والحريات وضمان ممارستها، أو بالفصل بين السلط والارتقاء بالقضاء إلى سلطة مستقلة، أو بترسيخ أسس الديمقراطية التمثيلية وتثبيتها طيلة ما يزيد عن تسع ولايات تشريعية انبثق عنها عمل تشريعي ورقابي حوّل تلك الاختيارات إلى قوانين ومؤسسات وسياسات عمومية، أو بتعزيز قواعد ومؤسسات الحكامة الجيدة، أو بترسيخ اللامركزية وإرساء الجهوية المتقدمة، أو بالاعتراف بالمجتمع المدني وإقرار الديمقراطية التشاركية...

ومن أجل رصد وتحليل مختلف جوانب هذه العناصر والأبعاد، في نطاق تطورها التاريخي

التطـور الدستـوري للمغرب :
الجـذور التاريخيـة والتجليـات الراهنـة والرهانـات المستقبليـة

في 14 دجنبر 1962 صدر أول دستور حديث ومُدون للمملكة المغربية، بيد أن الدولة المغربية، بأُسسها وبنياتها وآليات اشتغالها، من جهة، لم تكن وليدة هذا التاريخ ولا كيانا خارجا من مختبر عصري مقطوع الجذور والأصول، ومن جهة أخرى، فإن الدولة المغربية لم تقف متصلبة الأوصال الدستورية بل إنها، تفاعلا مع التطورات السياسية والاجتماعية والثقافية للمجتمع المغربي، واصلت تطورها الدستوري عبر إصلاحات ومراجعات متتالية أثمرت، على مدى نصف قرن من الزمن، دساتير مدونة متطورة تكلّلت بصدور الدستور الراهن المؤرخ في 29 يوليو 2011.

وعبر مختلف محطاته التاريخية، شكّل المسار الدستوري المغربي، فكرا وممارسة، نموذجا غنيا ورصيدا تاريخيا وعصريا ذا عُمق حضاري إن على مستوى مراحله التأسيسية المرتبطة بتكوين الدولة وإرساء أُسسها وبنياتها، أو على مستوى تجلياته الحديثة المتعلقة بالأحكام المدوّنة في مجموع الوثائق الدستورية، سواء تلك التي عرفت تطبيقا فعليا أو تلك التي ظلت مجرد مشاريع وثائق ونصوص ذات طابع دستوري أرادت بعض النُّخب، من خلال تقديمها، نقل الدولة المغربية من دولة تقليدية إلى دولة عصرية،

إن هذا المسار الدستوري للدولة المغربية، الغني بممارساته العرفية وباختياراته وتجاربه

ورقة العمل

Meki MGHARA

مجموعة خاصة بأكاديمية المملكة المغربية
Collection privée de l'Académie du Royaume du Maroc

صاحب الجلالة الملك محمد السادس - نصره الله -

الوزارة المنتدبة لدى رئيس الحكومة
المكلفة بالعلاقات مع البرلمان
والمجتمع المدني

الندوة الدولية

التطـور الدستـوري للمغـرب :
الجـذور التاريخيـة والتجليـات الراهنـة
والرهانـات المستقبليـة

الرباط 10-11 يوليوز 2018

الوزارة المنتدبة لدى رئيس الحكومة
المكلفة بالعلاقات مع البرلمان
والمجتمع المدني

أكاديمية المملكة المغربية
Académie du Royaume du Maroc
ⵜⴰⴳⵍⴷⵉⵜ ⵏ ⵜⴳⵍⴷⵉⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵉⴱ

الندوة الدولية

التطـور الدستـوري للمغـرب :
الجـذور التاريخيـة والتجليـات الراهنـة
والرهانـات المستقبليـة

الرباط 10-11 يوليوز 2018